

économique, que tout cela provient de l'héritage que nous leur avons laissé. Quel était cet héritage que nous avons laissé au mois de juin 1957?

Un excédent de 260 millions de dollars. Une dette nationale réduite de deux milliards et demi. Un fonds d'assurance-chômage de plus de 900 millions de dollars.

Des arrangements commerciaux avec les États-Unis, lesquels rapportaient des revenus de 300 millions de dollars à l'industrie de l'uranium au Canada.

Au mois d'octobre 1957, d'après les données statistiques, il y avait seulement 3.4 p. 100 de l'effectif ouvrier en chômage.

En effet, lorsque les libéraux ont laissé le pouvoir, les affaires de l'État étaient en bon état et le prestige du Canada à l'étranger très élevé. Aujourd'hui, après quatre ans d'administration conservatrice, quelle est la situation?

J'ai dit, il y a quelques instants, que l'excédent de la dernière année d'administration libérale avait été de 260 millions, pendant que, de 1946 à 1957, nous avions diminué la dette de 2 milliards et demi.

Eh bien, regardons ce qu'on a fait de cet héritage. Lors de la session d'automne de 1957, prévoyant sans doute les élections générales de mars 1958, le gouvernement Diefenbaker diminuait les impôts d'un montant de 204 millions de dollars et augmentait les montants versés au chapitre de la sécurité sociale (en oubliant évidemment d'augmenter les allocations familiales) d'une somme de 115 ou 120 millions de dollars. Mais par la suite, soit lors de la présentation du budget du mois d'avril 1959, le peuple canadien s'aperçut bien vite que le premier ministre avait oublié ses promesses, car à ce moment-là les impôts furent augmentées de 352 millions. De plus, les contributions versées par les ouvriers à l'assurance-chômage furent augmentées de 30 à 50 p. 100, ce qui représentait une autre augmentation d'impôt de 75 millions de dollars. Si nous ajoutons ce montant aux 352 millions que j'ai mentionnés plus haut, nous constatons que les impôts, qui avaient été diminués de 204 millions en décembre 1957, ont été augmentés de 427 millions en 1959.

Ceci, en définitive, signifie que les diminutions d'impôts qui avaient été accordées au mois de décembre 1957, avaient été de courte durée et que, de plus, nous étions appelés à payer chèrement les relèvements qui avaient été accordés dans le domaine de la sécurité sociale.

Nous aurions été en droit de nous attendre à ce que ces nouvelles taxes soient suffisantes pour équilibrer les budgets subséquents; mais loin de là, tous les budgets présentés par le gouvernement conservateur depuis 1957, loin

d'être équilibrés, ont accusé des déficits dont le total représente une somme d'au-delà de 2 milliards.

D'ailleurs, comme on le sait, c'est bien dans la tradition conservatrice que d'avoir des déficits, puisque depuis la Confédération, en 1867, pendant toutes les années que les conservateurs ont été au pouvoir, soit pendant 43 ans, il n'y a eu que quatre années au cours desquelles ils ont affiché un excédent.

Devrais-je aussi rappeler cette erreur monumentale commise par l'administration conservatrice actuelle lorsqu'au mois de septembre 1958, elle lança son fameux emprunt de convertissement de 5 milliards 600 millions, dont nous ressentons encore les effets et qui a eu pour résultat de chambarder toute notre économie.

Tout le monde se souvient que quelques mois seulement après cet emprunt, les obligations que nous avions achetées diminuaient de valeur de 12 à 18 points, causant ainsi des pertes considérables à ceux et celles qui étaient obligés de vendre avant échéance. On se rappelle aussi que l'argent devint plus rare sur le marché, ce qui a entraîné la hausse des taux d'intérêt à un niveau jusqu'ici inégalé et eut pour effet de priver nos industriels—les petits surtout—et nos marchands de l'argent nécessaire pour améliorer et «développer» leur entreprise.

Nos municipalités et nos commissions scolaires furent aussi lourdement affectées par cette situation, car lorsqu'elles avaient besoin d'argent pour effectuer des travaux absolument nécessaires, elles devaient payer un taux d'intérêt qui dépassait bien souvent 7.5 p. 100. Inutile d'ajouter que cette augmentation de taux d'intérêt s'est traduite, pour tous nos concitoyens, par une augmentation de taxes municipales et scolaires pour des années à venir. Et, en passant, savez-vous que depuis que les conservateurs ont été portés au pouvoir, à Ottawa, l'augmentation de l'intérêt que nous devons payer sur la dette seulement est de plus de 556 millions.

Il me semble que ces quelques arguments suffisent pour démontrer que la politique fiscale des conservateurs a été un fiasco.

Les résultats obtenus par le gouvernement Diefenbaker ont-ils été plus heureux dans le domaine des relations fédérales-provinciales? On se rappelle encore les promesses faites par le premier ministre à ce sujet, entre autres celle qu'il faisait à Saint-Patrice de Beauvillage, dans la circonscription de mon honorable ami de Lotbinière (M. O'Hurley), le 30 mai 1957, et que voici:

Tout le monde admet que les relations entre Ottawa et les provinces sont mauvaises et qu'elles